<p align="center">Projet de décret relatif au service technique des remontées mécaniques et des transports guidés</p>
--

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le Président de la République,

Le contrôle de la sécurité des remontées mécaniques et des systèmes de transports guidés est de la compétence des préfets de département (du préfet de la région Ile-de-France pour le STIF), sous l'autorité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (MEEDDM). L'organisation actuelle de ce contrôle repose sur trois niveaux :

- les directions départementales des territoires (DDT) et la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) d'Ile-de-France : elles assurent le suivi des systèmes de transport pour le compte des préfets compétents et sont les services instructeurs ;

- huit bureaux de contrôle des remontées mécaniques et transports guidés (BCRMTG) : rattachés aux directions départementales des territoires (DDT) concernées, ils assurent l'instruction technique des dossiers et les missions de contrôle ;

- le service technique des remontées mécaniques et transports guidés (STRMTG), service à compétence nationale, rattaché à la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer du MEEDDM relevant de l'autorité du ministre : il assure l'élaboration de la doctrine en lien avec l'administration centrale, la gestion des compétences et la formation des bureaux, ainsi que l'assistance et le conseil auprès de services.

Le projet de décret relatif au service technique des remontées mécaniques et de transports guidés (STRMTG) vise à réorganiser le réseau des contrôles des remontées mécaniques et transports guidés en intégrant les bureaux de contrôle des remontées mécaniques et transports guidés (BCRMTG) au sein du STRMTG en vue :

- d'une expertise juridique et technique plus poussée ;
- d'un recrutement et d'une gestion spécialisés des compétences ;
- de l'atteinte d'une taille critique des équipes ;
- d'une gestion optimisée des plans de charge.

Cette réforme ne modifie pas les compétences des préfets. Chaque direction départementale des territoires reste chargée du suivi des systèmes de transport de son département et de l'instruction des dossiers correspondants en s'appuyant sur le STRMTG. Sur ce point la seule évolution porte sur l'institution de l'autorité fonctionnelle des préfets sur le STRMTG pour les missions de contrôle et d'instruction technique.

Compte tenu des spécificités de la région Ile-de-France, le préfet de région conservera le service de contrôle au sein de la DRIEA pour ce qui concerne sa compétence.

La date de mise en œuvre de la nouvelle organisation du STRMTG est fixée au 1^{er} janvier 2011.

L'article 1 prévoit que le STRMTG est un service à compétence national, rattaché au directeur général des infrastructures, des transports et de la mer.

L'article 2 fixe les missions du STRMTG.

L'article 3 précise l'autorité fonctionnelle des préfets de département sur le STRMTG et prévoit, le cas échéant, la possibilité pour le préfet de département de déléguer sa signature au directeur du STRMTG, ce dernier pouvant lui même subdéléguer cette signature aux agents de son service.

L'article 4 prévoit que la DRIEA est le service de contrôle et d'instruction technique du Préfet de région Ile-de-France. Il prévoit également que la DRIEA peut recevoir une assistance du STRMTG pur l'exercice de ses missions par délégation de gestion.

L'article 5 fixe les conditions de nomination du directeur du STMTG. Il précise également l'autorité du directeur sur les agents du service.

L'article 6 prévoit d'une part, que le directeur du STRMTG agréé et commissionne les agents exerçant les missions de contrôle et d'autre part, que la DRIEA agréé et commissionne les agents relevant de son service.

L'article 7 indique l'organisation du STRMTG, composé d'un siège et d'implantations territoriales.

L'article 8 prévoit le rattachement des différents bureaux de contrôle au STRMTG.

L'article 9 prévoit la possibilité de modifier les dispositions du projet de décret par décret simple à l'exception de l'article 3 d'une part, qui pourra être modifié par décret en Conseil d'État et en conseil des ministres et des articles 4 et 6 d'autre part, qui pourront faire l'objet d'une modification par décret en Conseil d'État.

L'article 10 précise que le projet de décret entre en vigueur au 1er janvier 2011.

L'article 11 abroge le décret du 31 juillet 2001 portant création du service technique des remontées mécaniques et des transports guidés.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.